

« National-républicain » ? Chiche... par Régis Debray

Ce texte est extrait d'une conférence, « La République entre le glaive et le code », prononcée vendredi 6 novembre à la Sorbonne, à l'invitation de la Fondation Marc-Bloch.

Le cœur, la raison et le caractère : tout cela ensemble inciterait à se moquer du « national-républicain ». Puisque tel est le sobriquet de dérision, sinon de suspicion, qu'un grand journal du soir collait récemment aux sympathisants de votre Fondation (qui m'est a priori sympathique, malgré son côté auberge espagnole, ou à cause de lui, je ne sais). Mauvais look. Genre « national-socialiste » ? Avec du « rouge-brun » en filigrane ? Le « national », apanage de la droite, comme le « social » l'est de la gauche, n'implique-t-il pas la férule, le képi, le clairon et autres ringardises ? Ne serions-nous pas, petits Dérouté, tout bonnement de mauvais démocrates guettant au loin l'homme providentiel ?

L'idée de République est antinominique à tout nationalisme, j'ai déjà dit pourquoi. Mais je me demande si la dépréciative, et malheureusement intraduisible, appellation ne mériterait pas finalement – la gageure n'est pas mince – d'être relevée, comme un défi. (...)

Tentons de lever un malentendu devenu stéréotype qui oppose, sans tiers exclu, les « nationalistes » bêtes et méchants et les « européens » jeunes et dynamiques. Nous sommes un certain nombre, orphelins sans représentation, à ne nous reconnaître ni dans les premiers ni dans les seconds.

J'endure volontiers, modeste témoin d'un troisième terme possible, qu'on me colle l'étiquette « national-républicain » mais je ne laisse pas de m'indigner du lamentable état de la conversation européenne, et que les Français demeurent si chauvins dans leurs informations, leurs amitiés, leurs certitudes. Je me passionne pour des entreprises binationales, comme Arte, ou quadri-nationales, comme Airbus, en formant le vœu qu'elles servent d'exemples à beaucoup d'autres. Je suis consterné par le provincialisme de mes compatriotes, leur monolinguisme anglophone, leur peu de curiosité pour nos voisins.

Je déplore qu'on puisse à ce point coopérer sans se comprendre et que le tandem franco-allemand, par exemple, reste une affaire d'institutions opaques et de voyages officiels, alors qu'on apprend de moins en moins l'allemand dans les lycées ; que nos romans, nos films, nos re-

vues circulent plutôt moins de pays en pays qu'entre les deux guerres ; et qu'il existe comme un mur entre marché commun et esprit commun.

Et je me demande, au demeurant, si la recherche du plus petit dénominateur commun entre partenaires n'est pas la meilleure façon de stériliser l'inventivité européenne ; et s'il n'y a pas un lien entre les espoirs exagérés mis dans l'appareillage institutionnel de l'Union et la stupéfiante atonie, le peu de place et de vie qu'a l'Europe dans notre existence réelle.

Non seulement je revendique le droit de me dire plus « européen » que nombre d'« européistes » mais je ne serais pas étonné si un sondage venait à révéler, dans ce pays, une corrélation statistique entre la vigueur des professions de foi supranationales et l'indifférence aux cultures nationales des autres.

(...) Qui veut déplacer les Etats-Nations doit remplir peu ou prou les fonctions anthropologiques qu'ils remplissaient. Une République en grand ne peut pas faire moins qu'une République en petit ; ni une grande nation fédérale qu'une petite nation provinciale. Passons outre le fait que l'Europe de l'Ouest compte plus de royaumes que de républiques, nous savons bien que carrosses et couronnes ne contiennent pas l'esprit des lois. Faisons même comme si notre principe constitutionnel de laïcité pouvait être miraculeusement exporté chez nos voisins, qui n'y entendent goutte ou n'en ont cure. Supposons, troisième obstacle, que les nouvelles « majorités de progrès » ici et là donnent un « contenu plus social » à la machine européenne.

Il n'en reste pas moins que l'Union est la combinaison institutionnalisée de toutes les livres circulations possibles (capitales, marchandises, travailleurs, entreprises, œuvres d'art), et on n'a encore jamais vu une République laïque, démocratique et sociale, se mouler sur les lois et préjugés du libéralisme. A moins de baptiser République une machine d'Etat qui tourne toute seule, sans contrôle du souverain ; une mosaïque de communautés juxtaposées, sans services publics, sans école laïque, sans responsabilité militaire, avec un Parlement qui délibère sans décider et toutes les conquêtes du mouvement ouvrier revues à la baisse – ce qui serait, convenons-en, un peu filou.

Plus fondamentale est la question de savoir si une monnaie commune, voire, un jour, une fiscalité commune, peuvent faire, dans la foulée et sans rupture de charge, un

cadre d'appartenance et de volonté partagées. « Nous avons fait un super-marché ; nous nous sommes dotés d'une super-monnaie ; nous serons donc un jour une superpuissance ». Il est permis de voir dans une telle assurance le vice d'un raisonnement évolutionniste à l'ancienne (très XIX^e, si l'on veut). On aligne ici, en droite ligne, deux ordres de phénomènes irréductibles l'un à l'autre : l'ordre matériel des intérêts et des produits et l'ordre organique des mémoires et des projets qu'elles supportent.

Le postulat commun au marxisme et au libéralisme selon lequel l'économique emporte le politique (comme la forme emporte le fond)

Une République en grand ne peut pas faire moins qu'une République en petit ; ni une grande nation fédérale qu'une petite nation provinciale

relève d'une vue, je crains, superficielle du cours des choses, que le présent siècle s'est chargé, à notre grand dam, d'invalider. On ne comprendrait pas, sinon, pourquoi tant de grands (et petits) ensembles fédéraux, idéologiquement et monétairement unifiés, ont éclaté sous nos yeux pour retrouver les anciennes lignes de partage culturelles qu'il croyait surmontées : Union soviétique, Yougoslavie, Tchécoslovaquie, mais aussi, qui sait, Canada, Belgique, etc.

L'idée de l'Europe-puissance est ultra-minoritaire chez les Européens ; c'était celle, explicite, du général de Gaulle, qui dut vite en rabattre (entrement du plan Fouchet) ; cela reste le rêve secret des négociateurs français qui légitiment les abandons de souveraineté, à court terme (sur le droit d'asile, par exemple, ou en matière judiciaire) par l'idée que ce que nous lâchons aujourd'hui nous sera rendu au double, à plus long terme.

Eternel leurre des narcissismes. Les Anglais travaillent à une Europe anglo-saxonne (ou à défaut, néerlandaise), les Français à une Europe française, les Allemands à une Europe allemande, etc. Dans la course aux non-dits, et malgré l'influence qu'elle se flatte d'y exercer (chaque gouvernement européen « vend » l'Europe à ses ressortissants avec le même clin d'œil de connivence), la France ne paraît pas partir gagnante.

Reconnaissons qu'au simple plan

statistique, présumer qu'un dixième de la population en jeu puisse refléter, ni vu ni connu, ses valeurs aux neuf autres serait pousser un peu loin la vanité nationale. Ces valeurs sont la petite monnaie d'une longue concrétion historique, non d'un arrangement juridique, et on ne voit pas qu'un référendum ou qu'une Cour de justice puissent remodeler en un clin d'œil l'histoire de nos voisins en la calquant sur la nôtre propre.

L'Europe est un égalisateur de puissance, mais aussi de mémoire et d'ambition. Ce rasoir promet inévitablement le repère faible, la bonne moyenne, et le point d'équilibre des compromis n'est certainement pas à chercher du côté de l'« exception »

pris de l'avance et la France du retard, parce qu'elles sont ce qu'elles sont.

Dans le rabotage des singularités, il y a fort à parier que la République française a le plus à perdre, et l'italienne à gagner. Mais c'est encore l'Allemagne qui optimisera les retours d'investissement, malgré le deutschemark perdu. Prépondérance économique, centralité géographique, conception financière et organisation institutionnelle : nos amis d'outre-Rhin, semble-t-il, malgré une fâcheuse démographie (que le droit au sol peut venir compenser) ont moins à craindre que d'autres.

Deux choses menacent l'Europe, si le Valéry est permis : l'ordre et le désordre. Si ordre il y avait, l'Europe deviendrait une puissance mais non une République, et si désordre il continuait d'y avoir, elle resterait une non-personne sans volonté. Comme la nouvelle Allemagne ne veut ni ne peut prendre les rênes, ce à quoi son peuple, pacifique et vieillissant, ne paraît pas disposé, on peut supposer que l'Europe politique restera un bazar bavard vêtu de beaux traits. A la grande satisfaction des majorités qualifiées, qui préfèrent encore les confort du vasselage aux embarras de la suzeraineté.

L'idée de souveraineté internationale, qui semble à nos partenaires ultramoderne quand elle opère sous les couleurs américaines, devient ridiculement féodale en Europe, où quiconque parle d'indépendance endosse à leurs yeux la pourpre et la cuirasse. Au bout de quoi il ne serait pas illogique de voir le schéma fédéral allemand se résorber à terme dans le modèle confédéral suisse (23 cantons, 4 langues, 2 religions). La Suisse est neutre et préfère le bonheur à la puissance. Cet asile xénophobe fait travailler l'argent et pane les plaies du monde extérieur, ce qui est respectable, peut-être enviable, mais ne répond pas à la question posée. (...)

Il y a, paradoxalement, des affinités électives entre la culture républicaine et la tradition catholique (malgré d'opportunes alliances avec la minorité protestante), toutes deux fondées sur des croyances en des valeurs transindividuelles. Or, il est manifeste (malgré l'engagement initial des forces catholiques latines) que c'est la tradition protestante qui donne désormais son assise à la construction européenne, arrière-fond commun au monde germanique, britannique et scandinave, renfloué par les puritains d'outre-Atlantique.

Ces mentalités ont chacune leurs

réflexes, leurs lexiques, et ils s'entrentendent assez mal. On sait qu'il n'y a pas d'équivalent exact en anglais pour « patrie ». Plus gravement, « service public » se traduit dans le *basic english* de Bruxelles par « monopole ». « Patrimoine » par « héritage ». « Laïcité » par « sécularisation ». Ce sont trois faux amis parmi d'autres, ou des homonymes piégés.

Ces traductions tranchent déjà sur le fond, trahissant les parleurs. Il en résulte des dialogues de sourds, et puisqu'il faut bien conclure, en Conseil ou en Commission, fût-ce au vote pondéré, le jacobin dépaycé devra capituler sous le nombre.

Le modèle individualiste protestant, placé sous le triple signe du pragmatisme, du relativisme et du pluralisme, s'il est parfaitement compatible avec les sociétés de marché existantes (pour leur avoir servi de moteur depuis la Réforme), l'est beaucoup moins avec une culture dont les soubassements historiques et mentaux, pour le meilleur comme pour le pire, portent l'empreinte laïque souvent renversée (donc, en un sens, conservée) de la catholicité.

On finit toujours par ressembler à ce que l'on combat. Non que nous soyons, par nature, brouillés avec l'économie de marché ; mais nous le sommes, oui, avec la société de marché, la rentabilité comme référence universelle et l'argent comme principe suprême. Non seulement les deux souches en concurrence n'ont pas les mêmes chances ni les mêmes atouts dans la mondialisation libérale, mais dans un tel environnement, l'institutionnalisme républicain ne peut être vécue que comme un corset obsolète, un frein rétrograde mis à la liberté des consommateurs, des communautés et des services.

Pensons seulement à la réforme en cours de notre éducation nationale – désastreuse pour le républicain, salutaire pour les gestionnaires en charge – qui insère progressivement l'instruction publique dans les échanges marchands, met la famille au-dessus du professeur, introduit la publicité de marque dans les lycées, confond savoir et information, règle l'offre de connaissance sur la demande et transformera bientôt l'élève en jeune client. Le bouleversement en cours traduit l'adaptation à un milieu de protestantisme sécularisé et recyclé par l'aura américaine, qui régit la « globalisation », dont cette « Europe » n'est qu'un versant parmi d'autres. (...)

Régis Debray est écrivain et philosophe.